

FACE À LA MENACE TERRORISTE VENANT DE LIBYE

La Tunisie barricade ses frontières

Il n'y avait pas mieux que cette rencontre avec les diplomates en poste à Tunis pour que le Président tunisien affiche son refus de toute intervention étrangère en Libye. Le message transmis en clair a, déjà, fait le tour du monde et donne à réfléchir aux pays intéressés par cette intervention qualifiée par le chef de l'Etat tunisien de «dangereuse» pour les pays voisins de la Libye, la Tunisie en particulier. Béji Caïd Essebsi a insisté sur le fait que les pays envisageant une attaque en territoire libyen sont appelés à se concerter avec les pays limitrophes de la Libye avant toute opération militaire.

De Tunis, Kattou Mohamed

En fait, que risque la Tunisie en cas d'attaque étrangère en Libye ? Bien que les officiels n'entrent pas dans les détails, les observateurs estiment que les risques sont grands. La Tunisie avait vécu une expérience amère en 2011 avec l'arrivée de centaines de milliers de Libyens ou de personnes portant d'autres nationalités et vivant en Libye.

Le risque est grand de voir le même scénario se reproduire et voir les postes frontaliers pris d'assaut vers la Tunisie par des Libyens fuyant les zones de combat. Des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes pourraient envahir la Tunisie, alourdissant, du coup, le fardeau économique. Pis encore, la crainte vient, aussi et

surtout, du fait que des terroristes de Daesh pourraient tirer profit du chaos pour s'infiltrer en Tunisie et se rallier aux cellules dormantes essaimées dans plusieurs régions du pays. Cependant, la vigilance est de mise. Dans ce contexte, le ministre de la Défense nationale, Farhat Horchani, s'est

rendu, samedi, dans la zone militaire fermée sur la frontière pour inspecter les travaux d'édification des barrages renforçant les capacités de l'armée. Ces travaux seront poursuivis par l'installation, dans les mois à venir, d'équipements électroniques avec le soutien des Etats-Unis d'Amérique et de l'Allemagne.

Confirmant ces appréhensions, l'ex-ministre des Affaires étrangères, Mongi Hamdi, a souligné que «toute intervention étrangère en Libye aura des conséquences néfastes sur la Tunisie surtout qu'elle fait face à une situation économique et sociale précaire».

K. M.



Des soldats tunisiens posent devant le mur construit à la frontière avec la Libye.

Photo : DR

SYRIE

L'armée progresse vers la frontière turque

L'armée syrienne, appuyée par l'aviation russe, a avancé hier en direction d'une ville contrôlée par la rebellion à une vingtaine de kilomètres de la frontière turque, dans le cadre de son offensive éclair dans la province d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

«Les troupes du régime se trouvent désormais à 7 km de la ville de Tall Rifaât, un des trois derniers bastions des rebelles dans la partie nord de la province d'Alep» avec Azaz et Marea, affirme à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, une ONG proche de l'opposition et basée à Londres. Tall Rifaât est aux mains des insurgés depuis 2012.

«Le régime progresse vers le nord de la province pour prendre Tall Rifaât puis Azaz avec

comme objectif ultime de parvenir à la frontière turque pour empêcher tout passage de rebelles et d'armes à partir de la Turquie», selon M. Abdel Rahmane.

Le quotidien proche du régime, *Al-Watan*, a rapporté également hier que «l'armée a progressé vers Tall Rifaât (...) Si cette ville tombe, l'armée pourra avancer en vue de prendre le contrôle de l'ensemble du nord de la province d'Alep».

Ces nouveaux progrès interviennent après une série d'avancées de l'armée de Bachar Al-Assad depuis lundi avec l'appui crucial des frappes aériennes russes, du Hezbollah libanais et de miliciens dans la province septentrionale d'Alep.

Celle-ci est extrêmement morcelée : les insurgés sont présents dans l'ouest et une partie du nord, le régime au nord, est et sud de la

ville d'Alep, l'organisation Etat islamique dans l'est et une partie du nord de la province, et les Kurdes au nord-ouest et au nord-est.

Lors de son offensive, le régime est parvenu à couper la principale route d'approvisionnement entre les rebelles dans l'est de la ville d'Alep et la Turquie qui se trouvent aujourd'hui quasiment assiégés aux côtés de 350.000 civils.

La bataille d'Alep pourrait représenter un tournant dans la guerre syrienne car une perte totale de la deuxième ville du pays, divisée en deux depuis 2012, affaiblirait fortement les terroristes, en difficulté sur d'autres fronts.

Par ailleurs, dans la province de Damas, l'armée encercle depuis samedi soir la ville de Daraya, dernier bastion rebelle au sud de la capitale et aux mains des groupes islamistes depuis 2012.

SOUDAN

Début aujourd'hui d'un nouveau cycle de négociations sur le barrage du Nil

Un nouveau cycle de négociations concernant le Barrage de la Grande renaissance éthiopienne (GERD) entre le Soudan, l'Egypte et l'Ethiopie va démarrer dimanche à Khartoum, capitale soudanaise.

Ces réunions visent à parvenir à la signature de contrats avec deux compagnies françaises chargées d'études sur l'impact probable du GERD sur les pays en aval du fleuve Nil, le Soudan et l'Egypte.

La compagnie française BRL mènera 70% des études alors qu'Artelia en assurera 30%, a déclaré Saïf-Eddin Hamad, chef de la partie soudanaise lors des réunions des experts. En septembre 2014, les comités d'experts locaux venant du Soudan, d'Egypte et d'Ethiopie ont recommandé de mener deux études sur le GERD.

Le premier test proposé porte sur l'impact qu'aura le barrage sur la part des eaux du Nil de l'Egypte et du Soudan, et le second sur l'impact environnemental, économique et social prévu dans ces deux pays.

Le GERD perturbe l'Egypte car elle craint que le barrage puisse affecter sa part des eaux du Nil, qui s'élève à 55,5 milliards de mètres cubes. De même, l'Ethiopie a déclaré que le barrage affecterait très probablement ses ressources, notamment dans le secteur de l'électricité.

Le GERD, qui couvre une région de 1800 kilomètres carrés, devrait être finalisé dans trois ans pour un coût de 4,7 milliards de dollars.

LIAISONS AÉRIENNES

Moscou exige que l'Égypte se conforme aux normes de sécurité avant la reprise des vols

La Russie a annoncé samedi que la reprise des liaisons aériennes avec l'Egypte suppose que les autorités égyptiennes se conforment scrupuleusement aux nouvelles normes sécuritaires dans le domaine de l'aviation civile.

Dans une déclaration à l'agence de presse russe Novosti, le ministre russe des Transports, Maxime Sokolov, a affirmé que les vols reprendront entre la Russie et l'Egypte dès que les mesures de sécurité appropriées seront appliquées, indiquant que les contacts sont en cours entre les deux parties, avant de faire le bilan des acquis sur ce registre.

Le Président russe, Vladimir Poutine, avait ordonné le 6 novembre dernier la suspension des vols des compagnies aériennes russes vers l'Egypte, après le crash le 31 octobre dernier d'un avion russe dans le désert égyptien, faisant 224 morts.

BURKINA FASO

Libération d'une otage australienne enlevée par un groupe terroriste

L'Australienne Jocelyn Elliott, kidnappée avec son mari médecin mi-janvier au Burkina Faso par des terroristes liés à Al-Qaïda, a été relâchée grâce à l'aide du Niger où elle était en sécurité dimanche alors que les efforts se poursuivaient pour la libération de son époux.

Arthur Kenneth Elliott, 82 ans, et sa femme âgée de 84 ans avaient été enlevés à Djibo, dans le nord du pays, à la frontière avec le Mali et le Niger, dans la nuit du 15 au 16 janvier lors d'une action apparemment coordonnée. Cette nuit-là, à Ouagadougou, la capitale burkinabè, des attaques terroristes contre le café-restaurant Cappuccino, les hôtels Splendid et Yibi et un bar avaient fait 30 morts et 71 blessés. Dans la journée du 15 janvier, une attaque contre des gendarmes avait également fait deux morts à Tin-Akoff, dans le nord. L'enlèvement du couple australien avait été revendiqué par Ansar Dine, groupe terroriste de l'ex-chef rebelle touareg malien Iyad Ag Ghaly, au nom de «l'Emirat du Sahara». D'après des spécialistes des milieux islamistes,

cette appellation désigne une branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Mme Elliott «a été libérée aujourd'hui (samedi), elle est arrivée sans problème au Niger. Elle a été reçue par le président nigérien Mahamoudou Issoufou», a déclaré à l'AFP le chef de la diplomatie burkinabè Alpha Barry à Ouagadougou.

Le ministre a affirmé qu'«aucune rançon n'a été payée ni de conditions posées» par les ravisseurs avant sa libération. Mme Elliott devait être transférée dimanche ou lundi à Ouagadougou, a ajouté M. Barry. L'ex-otage, vêtue d'une robe multicolore, regard perdu et visage émacié, est apparue très fatiguée sur les images diffusées dimanche à la télévision nationale nigérienne.

«Je veux les remercier tous, les autorités burkinabè et nigériennes, pour leurs efforts», a-t-elle déclaré à Dosso (sud-est), assise aux côtés du président Issoufou qui y faisait campagne pour la présidentielle du 21 février. «Depuis la date de leur enlèvement, les autorités du Burkina Faso ont demandé notre coopération en vue d'obtenir la libération du couple, depuis cette date nous avons beaucoup travaillé ensemble et ces efforts ont abouti à un premier résultat, ceux qui ont enlevé le couple ont bien voulu accepter de libérer Jocelyn Elliott», a-t-il expliqué sur la radio nationale. Le président nigérien n'a pas détaillé les conditions de cette libération ni le lieu exact où elle s'est déroulée. Le Niger a déjà participé à des négociations pour la libération d'otages occidentaux détenus par des groupes islamistes, notamment celle du Franco-Serbe Serge Lazarevic.

Enlevé en novembre 2011 dans le nord du Mali, il avait été libéré après plus de trois ans de détention aux mains d'Aqmi. «J'espère aussi que la libération de son mari sera obtenue», a poursuivi le président Issoufou, ajoutant que le couple «a rendu beaucoup de services à nos populations».

Originaire de Perth, les époux Elliott vivaient au Burkina depuis 1972 et étaient engagés dans des opérations humanitaires en faveur des populations de la province du Soum et celles des pays voisins du Mali et du Niger. Chirurgien de formation, le Dr Elliott dirigeait une clinique. Le couple était apprécié par les habitants de Djibo qui se sont mobilisés pour demander la libération de «leurs» compatriotes. «Pour l'instant, on sait que son époux est en vie et se porte bien», a précisé M. Barry, ajoutant que d'autres négociations allaient être menées en vue de sa libération. «Nous ferons tout pour le sortir» de sa détention, a-t-il promis. A Sydney, le Premier ministre australien Malcolm Turnbull a indiqué que la ministre des Affaires étrangères Julie Bishop avait parlé à Mme Elliott «il y a peu de temps».

Il a remercié «le gouvernement du Niger et le gouvernement du Burkina Faso, où les Elliott vivaient lorsqu'ils ont été enlevés».

Le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré avait promis le 25 janvier «que tout était mis en œuvre de concert avec nos pays voisins et amis du Mali et du Niger et nos partenaires étrangers pour les retrouver».

Avant le couple australien, un Roumain, officier de sécurité dans une mine de manganèse du nord du Burkina, avait été enlevé en avril 2015. Le pays avait jusqu'alors été épargné par les rapt d'Occidentaux. Le groupe terroriste Al-Mourabitouna a affirmé en mai dernier retenir l'otage.

ESPAGNE

Au moins sept arrestations en lien avec le terrorisme

La police espagnole a annoncé hier l'arrestation d'au moins sept personnes à Valence et Alicante (est) et dans l'enclave espagnole de Ceuta pour leurs liens présumés avec les organisations terroristes «Al-Qaïda» et «Etat islamique» (Daesh).

«Quatre des personnes interpellées sont de nationalité espagnole, d'origine syrienne, jordanienne et marocaine», a déclaré la police dans un communiqué en ajoutant que les deux autres étaient de nationalité syrienne et marocaine.

Une septième personne, dont la nationalité n'a pas été précisée, a été arrêtée un peu plus tard, selon un porte-parole de la police.

Ces interpellations interviennent dans le cadre d'une enquête menée depuis 2014 sur la «structure à l'étranger des organisations terroristes», comme le Front al-Nosra, branche d'Al-Qaïda en Syrie et Daesh, a expliqué la police.

Ces structures étaient chargées d'approvisionner ces organisations en «matériel logistique indispensable à leurs activités terroristes», a affirmé la même source sans donner davantage de détails.